

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 594 DU 21 JUIN 2012

1801/2012 : 211<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

## LA CITATION DE LA SEMAINE

« L'homme raisonnable s'adapte au monde. Celui qui est déraisonnable persiste à vouloir adapter le monde à lui-même. Aussi tout progrès dépend de l'homme déraisonnable ».

George Bernard Shaw

**L' AFFAIBLISSEMENT  
DE LA FRANCE  
SE MAINTIENT  
p. 4**

**PEU DE RÉSULTAT  
AU G 20  
p.2**

## LE COMMUNIQUÉ FINAL DU G 20

Comme souvent dans ce genre d'événements, derrière l'écume des sommets il faut prendre le temps de décrypter les lames de fond. Au-delà de l'actualité brûlante européenne, le communiqué du G20 publié dans la nuit de mercredi à jeudi à Los Cabos, au Mexique, réserve quelques avancées intéressantes qui pourraient nourrir l'actualité des prochains mois. En comparant ce communiqué à celui publié à Cannes, lors du précédent G20, en novembre 2011, cinq points saillants ressortent:

**1.** La place prise par la zone euro est désormais centrale. Certes, alors qu'à Cannes la crise de la dette souveraine apparaissait dès le 2e paragraphe, il faut attendre le 6e dans le communiqué de Los Cabos pour y retrouver mention. Mais cette fois-ci la rhétorique est autrement plus grave: «Les pays membres de l'euro s'engagent à prendre toutes les mesures pour sauvegarder l'intégrité et la stabilité de la zone», explique-t-on au Mexique, alors qu'à Cannes il s'agissait uniquement de tensions sur les marchés, consécutives à la crise de la dette. En outre, cette fois, c'est l'Espagne qui est citée, alors que l'Italie occupait le devant de la scène fin 2011: «Nous saluons le plan de l'Espagne pour recapitaliser son système bancaire», expliquent les vingt pays les plus riches de la planète.

**2.** La Chine a vu sa politique de change validée. Passée totalement inaperçue, c'est pourtant une avancée majeure du sommet mexicain: «Nous saluons l'engagement de la Chine de laisser les forces de marché jouer un rôle plus important dans la détermination du niveau de change du renminbi, de continuer à réformer son régime de change et d'accroître la transparence de sa politique monétaire.» Cette phrase, qui apparaît au 16e paragraphe, est une nouveauté absolue. C'est la première fois qu'un communiqué du G20 fait explicitement référence à la politique de change chinoise, qui est pourtant l'un des plus gros tabous diplomatiques contemporains. Victoire contre Pékin? Au contraire, victoire de Pékin contre le reste du monde! Car au final, les dix-neuf pays valident la stratégie de change de la Chine, qui a, au fil des derniers mois, élargi la barrière de fluctuation du yuan avec le dollar et autorisé l'expérimentation progressive d'échanges commerciaux en yuan dans certaines zones asiatiques. Le plus ironique, c'est que la politique de change chinoise s'est certes assouplie mais, alors que tout le monde s'attendait à ce que cela permette au yuan de gagner en valeur et donc d'être moins sous-évalué par rapport au dollar, c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Le dollar s'échangeait contre 6,34 yuans au lendemain du G20 de Cannes. Il est descendu jusqu'à 6,28 yuans pour subitement, depuis fin avril, remonter à

6,36 yuans. Autrement dit, la devise chinoise n'a quasiment pas bougé: Le G20 a encore avalé une couleuvre en accordant un satisfecit à la Chine pour sa politique de change alors que les Chinois n'ont rien fait et continuent même à manipuler leur devise», résume l'économiste Antoine Brunet.

**3.** Dans la foulée de ce commentaire sur le yuan, le G20 reconnaît que «nombre de marchés émergents sont en train d'expérimenter un ralentissement de leur croissance». Cette mention est importante car cela signifie que certains de ces pays pourraient, toujours selon le communiqué, «introduire de nouvelles mesures pour doper leurs économies; en particulier en renforçant leur demande domestique dans un contexte d'affaiblissement de la demande extérieure».

**4.** Le communiqué de Los Cabos évoque pour la première fois de réelles sources d'inquiétude au sujet de l'envolée du protectionnisme. À Cannes, le G20 se félicitait de ce que le système commercial multilatéral tienne bon et évite le protectionnisme. Mais depuis lors, l'Argentine a fermé la porte aux investissements pétroliers espagnols de Repsol, notamment. Le G20 promet donc de prendre plusieurs initiatives pour éviter cette résurgence du protectionnisme mais elles restent vagues à ce stade.

**5.** Dernier point remarquable du communiqué, qui peut sembler anecdotique mais est tout de même hautement symbolique: au paragraphe 25, les vingt pays les plus riches de la planète reconnaissent que le tourisme et le transport ont un rôle à jouer dans la création d'emploi et le développement de la croissance. C'est surtout la phrase d'après qui mérite d'être retenue: «Tout en reconnaissant le droit des États à contrôler les entrées sur leur territoire, nous essaierons de multiplier les initiatives pour faciliter les transports à travers le monde». Le début d'un Schengen à l'échelle mondiale? On en est loin mais peut-être, dans quelques décennies, se rappellera-t-on de Los Cabos comme ayant été le premier lieu où on en a parlé.

*Merci de votre visite!*



# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### HOLLANDE À RIO

Le président français a fait un rapide voyage à RIO pour participer au sommet de la terre . Il est étonnant que les nombreux latino américains présents à ce sommet et notamment les brésiliens n'ont fait aucune remarque sur la Guyane dernière colonie sur le continent .Nous ne voyons pas à cet égard de différence entre les Malouines , Portorico et la Guyane . Il y a deux poids et deux mesures que nous n'acceptons pas .Il fallait d'autant plus faire des remarques qu'un ministre français sans consultation du peuple guyanais vient de suspendre des recherches en vue de l'exploitation du pétrole en Guyane . Ce comportement des dirigeants français est contraire au droit international de la décolonisation.

### COMPRENDRE LA FRANCE POUR MIEUX AGIR CONTRE LA FRANCE

La réussite de l'action des « souverainetistes » qui militent pour la liberté de la Guadeloupe dépend en partie de l'état de la France . Quand tout va mal en France , les marges de manœuvre s'ouvrent et l'action des nationalistes et patriotes devient encore plus efficace. Les données qui suivent ont pour objectif de faire connaître l'état des colonisateurs qui subissent une grave crise qu'ils nous transmettent en partie malheureusement .

### APRÈS LE FLOU DE LA CAMPAGNE LA RIGEUR SE DESSINE

Le flou commence à se dissiper sur les efforts qui seront demandés aux Français pour tenir les dépenses publiques et réduire le déficit comme prévu malgré une conjoncture plus dégradée que ne l'espéraient François Hollande et son équipe. Après des mesures très symboliques - la baisse du salaire du président et du gouvernement et une taxe sur les dividendes - et des gestes coûteux pour l'état comme le futur coup de pouce au salaire minimum, les "mauvaises nouvelles" sont imminentes. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, dévoilera la stratégie du gouvernement le 3 juillet et le budget rectificatif, qui devrait comporter de nombreuses hausses d'impôts, sera présenté le 4 en conseil des ministres. Il aura été précédé par la présentation le 2 juillet de l'audit de la Cour des comptes, qui confirmera l'ampleur des mesures nécessaires pour tenir l'objectif de

baisse du déficit à 4,5% du PIB fin 2012 et 3% fin 2013 après 5,2% fin 2011. Le gouvernement a d'ores et déjà prévenu qu'il manquait une dizaine de milliards d'euros cette année par rapport à la trajectoire prévue par le précédent gouvernement (soit 0,5 point de PIB). Ces milliards devant être trouvés en urgence, une hausse rapide des prélèvements est l'option la plus probable. Par delà cette urgence, des détails commencent à émerger sur la façon dont le gouvernement envisage de contraindre la croissance "naturelle" des dépenses publiques à 1,1% par an en moyenne, comme prévu dans le programme de François Hollande. Au total, ce programme prévoyait un effort d'environ 50 milliards d'euros sur les dépenses et 50 milliards sur les recettes, pour atteindre l'équilibre budgétaire fin 2017. Selon des sources bien informées, l'objectif serait de réduire les dépenses de fonctionnement de l'Etat (fournitures, locaux, etc.) de 10% en 2013 et de 3% en 2014 et en 2015, et de réduire les dépenses d'intervention - hors social, Éducation, Justice et Intérieur - de 40% au cours des trois prochaines années. L'embauche de quelque 65.000 fonctionnaires de plus sur cinq ans dans l'Éducation nationale, la Justice et l'Intérieur, tout en maintenant constant le nombre de fonctionnaires d'État, se traduira selon le quotidien par le non remplacement de deux départs en retraite sur trois dans les autres ministères, soit une baisse de 2,5% de leurs effectifs. Le gouvernement a promis de tenir ses objectifs de réduction du déficit malgré le ralentissement économique dans l'ensemble de la zone euro, qui pourrait le pousser à abaisser ses prévisions de croissance (0,5% cette année et 1,7% en 2013). Après une stagnation de l'économie française au premier trimestre, la Banque de France prévoit un léger repli au deuxième, et les derniers indicateurs continuent de signaler une dégradation. L'activité dans le secteur privé s'est encore contractée en juin, selon les indices PMI publiés jeudi, et le climat des affaires a de nouveau reculé. La France a pour l'instant échappé à une hausse de ses taux d'emprunt, les incertitudes sur l'Espagne et l'Italie et le rendement très faible des emprunts allemands favorisant les emprunts français. Mais la menace d'une hausse est présente. Le directeur de la gestion taux Europe chez Allianz Global Investors, Franck Dixmier, a estimé mardi que les marchés étaient "complaisants" avec la France, dont les taux de financement sur le marché ne reflètent selon lui pas ses fondamentaux. Le pays reste également sous le regard des agences de notation, les trois principales d'entre elles conservant une perspective négative sur la note qu'elles donnent à la France. Le budget rectificatif de juillet devrait faire la part belle aux hausses d'impôts, comme l'a annoncé François Hollande pendant la campagne électorale. Ont été évoqués le plafonnement et la suppression de niches fiscales, la modulation de l'impôt sur les sociétés, une surtaxe sur les banques et sociétés pétrolières, le retour au barème antérieur de l'Impôt sur la fortune (ISF), la suppression de l'exonération sur les grosses successions et la taxation des revenus du capital comme ceux du travail.

## **NOUVEAU DURCISSEMENT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES**

Au premier trimestre 2012, les banques de la zone euro ont continué à durcir leurs critères d'octroi de crédit, à réduire les montants des concours accordés, et à accroître leurs marges. La Banque centrale européenne (BCE) vient de publier les résultats de son enquête trimestrielle sur la distribution du crédit bancaire dans la zone euro portant sur les mois de janvier à mars 2012. 131 banques réparties sur toute la zone euro ont été interrogées, et 100% d'entre elles ont répondu - demande émanant de la BCE oblige ! Premier enseignement de l'enquête : au premier trimestre 2012, les établissements bancaires ont à nouveau durci leurs normes d'octroi de crédit aux entreprises. En effet, la proportion des banques qui se sont montrées plus exigeantes qu'au trimestre précédent excède celle des banques qui se sont montrées plus souples (la différence entre les deux catégories représentant un solde de 9%). Or la précédente enquête de la BCE, portant sur le quatrième trimestre 2011, avait déjà montré un renforcement de la sélectivité des établissements bancaires, à un niveau très important (solde net des réponses de 35%). Les entreprises de la zone euro en quête de crédits ont donc vu les obstacles se multiplier tout au long des six derniers mois. Seule (relative) bonne nouvelle : sur les trois premiers mois de 2012, la sélectivité accrue des banques a principalement concerné les crédits aux grandes entreprises ; pour les PME, les critères d'octroi de prêt, qui s'étaient nettement durcis au quatrième trimestre 2011, sont restés quasiment inchangés au premier trimestre 2012. Plus réticentes à accorder des crédits, les banques se montrent également plus dures dans la fixation des modalités des prêts qu'elles octroient. A commencer par les marges sur crédit, qui augmentent : la proportion des banques ayant accru leurs marges au premier trimestre 2012 excède de 22% la proportion des banques ayant diminué leurs marges. Et les entreprises considérées comme particulièrement risquées ont dû payer leurs financements bancaires au prix fort : pour elles, les marges ont véritablement explosé (solde net des réponses de 39%). Par ailleurs, le volume des crédits accordés diminue (solde net des réponses de 11%), et les garanties exigées par les banques sont plus importantes (solde net de 8%). Pour finir, la BCE a interrogé les banques de la zone euro sur leurs anticipations pour le deuxième trimestre 2012. Celles-ci ont indiqué qu'elles prévoyaient à nouveau un léger durcissement dans le domaine des crédits aux grandes entreprises, et un statu quo dans celui des crédits aux PME.

## **LA RENTABILITÉ DES ENTREPRISES FRANÇAISES AU PLUS BAS**

Inquiétant constat dressé ce mercredi par l'Insee dans sa note "éclairage sur l'évolution de l'économie française depuis la récession de 2009". Selon

l'institut de la statistique, la reprise observée ces deux dernières années n'a pas permis à l'économie française de retrouver son niveau de 2007, et ne devrait pas non plus permettre de redresser la tête dans les mois et années à venir. "Deux ans après la sortie de récession, l'économie française retrouve tout juste le niveau d'activité de 2008, la production manufacturière demeurant même inférieure de plus de 5% à son niveau d'avant-crise", explique l'Insee. Résultat, le PIB tricolore est inférieur de 7,5% à celui qu'il aurait été s'il n'y avait pas eu de crise. Soit un manque à gagner de près de 140 milliards d'euros par an pour la France, et de 70 milliards d'euros de recettes fiscales en moins dans les caisses de l'Etat. Parmi les victimes de la crise, la rentabilité des entreprises, qui a perdu quatre points en l'espace de dix ans, inquiète de plus en plus. Fin 2011, le taux de marge des sociétés produisant des biens et services non financiers est tombé à 28,6%, son plus bas niveau depuis 25 ans. Et surtout le plus faible de toute l'Europe... A titre de comparaison, le taux de marge était de 34,4% en Allemagne et de 38,3% en zone euro selon Eurostat, l'office européen de statistiques. En cause, la baisse des profits dans l'industrie et plus récemment la hausse des prix de l'énergie ainsi que l'augmentation des coûts salariaux, à la fois à cause du poids des cotisations sociales à la charge des employeurs et de la hausse du salaire réel par tête. Or, souligne l'Insee, en raison de la chute de leur taux d'épargne (-11,5%) et de la remontée de leurs investissements (+7,7%), le taux d'autofinancement des entreprises est en chute libre, affichant un plongeon de 14,6%, à 67,2%. En cas de resserrement du crédit bancaire, comme certains le craignent, il sera donc difficile de maintenir de hauts niveaux d'investissements, et espérer ainsi renouer avec de plus fortes marges. Globalement, c'est dans l'industrie, où l'on ne compte plus le nombre de plans sociaux en cours, que la situation est aujourd'hui la plus alarmante. La production manufacturière, "qui a particulièrement souffert" (-11,3 % en 2009, + 4,7 % en 2010 et + 3,2 % en 2011), "reste encore nettement en deçà" de ce qu'elle était avant les turbulences économiques et financières de 2008. A l'inverse, le secteur de l'agroalimentaire apparaît comme le seul à avoir retrouvé son niveau d'avant-crise, les autres industries manufacturières (biens d'équipement, matériels de transport et "autres") affichant une activité inférieure de 5%. En queue de peloton, la cokéfaction et le raffinage, dont le retard d'activité culmine à 22%. Quant au moral des industriels, il s'est encore dégradé en juin, pour revenir à ce qu'il était fin 2009, signe là encore de mauvaise augure pour le suite.

## **LA FRANCE ET LA COMPETITIVITÉ**

Selon beaucoup d'analystes , la France rame à contre courant de la compétitivité mondiale. Les mesures économiques annoncées sont trop idéologiques (retraite à 60 ans concernant 20% des départs, hausse du smic, recrutement de 60 000 postes dans l'éducation nationale..) et la



fiscalité envisagée trop spoliatrice (taxation des 3500 cadres français et étrangers qui gagnent plus de 1M€ par an, nouveau barème de l'impôt sur le revenu, retour à l'ISF ancien et contribution rétroactive, prélèvement de 3% sur les dividendes versés aux actionnaires, nouveaux prélèvements sur les entreprises à hauteur de 30Md€..) pour créer les conditions élémentaires d'un retour de la croissance. C'est la raison pour laquelle Christian Saint Etienne, économiste, a courageusement donné sa démission de membre du Conseil d'Analyse Economique, organisme placé auprès du Premier Ministre pour le conseiller, car il était en opposition totale avec les options prises par le gouvernement de Jean Marc Ayrault. Disposant désormais de tous les pouvoirs, la question est maintenant de savoir si François Hollande pourrait devenir le Gerhard Schröder français, c'est à dire un homme politique de gauche qui ferait passer l'intérêt à long terme de son pays pour prendre des décisions courageuses allant à l'encontre des préoccupations clientélistes de court terme. Saurait t-il faire évoluer le modèle social français pour qu'il devienne germano compatible. Cela supposerait au préalable de reconnaître que le modèle social actuel ne fonctionne plus, sinon aux dépens de ceux qu'il est censé protéger. A défaut d'inventer un libéralisme de gauche pour relancer la croissance, il faudra bien expliquer au français la réalité. La France est en faillite : la dette de l'état est à 1730 Md€, ce qui représente environ 50Md€ à payer en intérêts, tout en affichant un déficit budgétaire de 85Md€. Le secteur industriel français décline. Ces douze dernières années son poids est passé de 24% du PIB à 14% ! Les marchés attendent maintenant de connaître la réalité exacte du programme économique de François Hollande. Jean Peyrelevade ancien président du Crédit Lyonnais pense que les premières esquisses de politique économique du gouvernement ne répondent pas à la gravité de la situation et que « les marchés vont attaquer la France. Charles Gave de GaveKal à Hong Kong, estime que quand on est en train de perdre une bataille on a le choix entre l'armistice dans laquelle il y a encore une petite marge de négociation et la capitulation qui se traduit par une perte totale de souveraineté.

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, SOCIÉTÉ**

### **FIN DE CONFLIT AU CHU**

Un accord de fin de conflit a finalement été trouvé entre la direction du CHU Pointe-à-Pitre/Abymes et l'UTS-UGTG. Après un mois de grève, le travail a repris hier. Un accord de « mise en œuvre du protocole d'accord du 12 février 2011 » a donc été signé, mardi, entre les deux parties. Cette signature met fin à la mobilisation du personnel affilié à l'UTS-UGTG qui a débuté le 24 mai dernier. Cet accord porte sur le secteur soins, la



sécurité des malades, l'intégration des contractuels, la promotion de la filière administrative et la filière ouvrière. Le travail a donc repris normalement hier : « Nous restons vigilants quant à la bonne application de cet accord ».

## **À LA POSTE LE HARCÈLEMENT COMME MODE DE MANAGEMENT**

Les syndicats de La Poste se mobilisent pour dénoncer des conditions de travail anxiogènes, en cause dans une multiplication des suicides de salariés. Une ancienne directrice des ressources humaines témoigne. 14 juin, 500 salariés de la Poste manifestent devant le Tribunal de grande instance de Paris (lire notre article La Poste en souffrance, jeudi 21 juin). Ils dénoncent leurs conditions de travail et l'assignation en justice de quatre représentants syndicaux par la direction de la Poste. Comme d'autres employés et cadres, Astrid Herbert-Ravel, 42 ans, refuse la nouvelle stratégie de management du groupe. Elle a porté plainte pour harcèlement moral en 2002. Elle cite à comparaître le PDG Jean-Paul Bailly, le DRH du groupe Foucault Lestienne et le directeur du Développement social Jean-Yves Petit, devant le tribunal correctionnel de Paris. L'audience aura lieu le 28 janvier 2013. En 2002, Astrid Herbert-Ravel était DRH des services financiers de la Poste en Île-de-France. Après des mois de harcèlement « à connotation sexiste » de la part de son supérieur hiérarchique, elle demande à changer de poste. « Ce monsieur m'a agressée dans le bureau, m'a menacée de mort, m'a dit que "je lui appartenais et que je ne partirais nulle part" ». Le lendemain, « la direction faisait tout pour qu'il n'y ait pas d'enquête interne », poursuit-elle. Après un diagnostic de stress post-traumatique, le groupe la Poste a toujours nié un quelconque harcèlement moral envers la jeune femme. Après plusieurs années d'inactivité, elle revient travailler, mais « reste chargée de mission dans des services de relégation, sans aucune promotion ». En congé longue maladie depuis septembre 2011, elle a aujourd'hui la tête haute, et décrit de façon percutante les méthodes de management à la Poste. En 2002, un nouveau procédé de management, la « métiérisation » restructurait les métiers de la Poste, conduisant à éclater le système des ressources humaines. Comment ces nouvelles stratégies de management ont été mises en place ? Quels en ont été les effets pervers ? Jeudi 14 juin, 500 postiers d'Île-de-France protestaient contre l'assignation de collègues au tribunal par la direction de la Poste. Selon Astrid Herbert-Ravel, c'est un plan social déguisé qui s'est mis en place et a touché jusqu'aux grades les plus élevés.

## **AIR FRANCE VA SUPPRIMER 5.120 POSTES D'ICI FIN 2013**

Alexandre de Juniac, Président-directeur général d'Air France, a fait ce jour un nouveau point sur le projet industriel et stratégique devant le Comité Central d'Entreprise de la compagnie et a évoqué en particulier les sureffectifs et les mesures d'accompagnement. Il a rappelé que l'entreprise a pour objectif une amélioration de l'efficacité économique de 20% d'ici fin 2014 qui passe par la limitation de l'évolution de la masse salariale, l'augmentation et l'efficacité des temps travaillés, par l'amélioration des processus et le non remplacement des départs. Le projet industriel et les nouvelles dispositions conventionnelles en cours de négociation conduisent à une baisse des effectifs de la société Air France de 5.120 d'ici décembre 2013 sur un total de 49.300 salariés sous contrat français. Le nombre de départs naturels non remplacés sur la période est estimé à 1.710 et les sureffectifs à 3.410. Les sureffectifs touchent l'ensemble des catégories de personnel. Si les nouveaux accords sont signés, les modalités de traitement des sureffectifs excluront le recours à des départs contraints d'ici fin 2013 et les mesures d'accompagnement mises en oeuvre en 2012 et 2013 pourront inclure: une incitation au départ anticipé en retraite dans le cadre d'un plan de départs volontaires, une incitation au départ volontaire de l'entreprise dans le cadre d'un plan de départs volontaires, des mesures d'incitation ciblées au passage à temps partiel, des mesures de partage du temps de travail pour les personnels navigants commerciaux et techniques. Une évaluation de l'état d'avancement du plan Transform 2015 sera conduite au second semestre 2013. Si son déroulement est conforme aux objectifs, le recours à des départs contraints sera également évité en 2014. L'actuelle dynamique des discussions avec les organisations syndicales permettra, conformément au calendrier prévu, de consulter le Comité Central d'entreprise le 28 juin sur des projets d'accords en ligne avec cet objectif. Ces accords seront ensuite mis à la signature des organisations syndicales au début juillet. Dans l'hypothèse où les accords ne seraient pas signés, les procédures en cours de dénonciation des accords conventionnels seraient menées à leur terme dans un cadre économiquement beaucoup plus contraint. Compte tenu de l'impact des nécessaires réductions d'activité et des fermetures de lignes, les départs non volontaires ne pourraient alors être évités. Le plan industriel et stratégique d'Air France s'inscrit dans le plan de transformation à trois ans (2012-2014) que le groupe Air France KLM a lancé en janvier dernier et qui est destiné à restaurer sa rentabilité et à réduire son endettement net de 2 Milliards d'euros.

**PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**





# AFFAIRES INTERNATIONALES

## SOCIÉTÉ MONDIALE

### LE SOMMET DES PEUPLES DE RIO

Le Sommet des Peuples pour la Justice sociale et environnementale à Rio+20 est un événement organisé par la société civile mondiale, qui aura lieu du 15 au 23 juin dans le parc de l'Aterro do Flamengo, à Rio de Janeiro au Brésil, parallèlement à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (UNCSD) de Rio+20. Pourquoi ? Le sommet officiel de Rio+20 fait référence aux vingt ans de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ( Rio92 ou ECO 92 ). Durant ces deux décennies, le manque d'actions pour lutter contre l'injustice sociale et environnementale ont déçu les espoirs et discrédité l'ONU. Le thème proposé pour la conférence officielle, la dite « économie verte », et la gouvernance globale, est considéré par les organisateurs du sommet des peuples comme insatisfaisant pour affronter la crise planétaire, causée par nos modèles de production et de consommation capitalistes. Pour relever le défi de cette crise systémique, le Sommet des Peuples ne sera pas seulement un grand événement. Il s'agit avant tout d'un processus d'accumulation historique et de convergence des luttes locales, régionales et globales, ayant comme principes la lutte anticapitaliste, antiraciste, anti-patriarcale, et anti-homophobie. Le Sommet des peuples veut ainsi transformer le moment de Rio+20 en une opportunité pour traiter les grands problèmes affrontés par l'humanité et démontrer la force politique des peuples organisés. « Venez réinventer le monde » est notre appel et notre invitation à la participation pour les organisations et mouvements sociaux du Brésil et du monde. Le lancement des activités vers le Sommet sera réalisé pendant le Forum Social Thématique, le 28 janvier, à Porto Alegre(RS). Le Forum Social de cette année est aussi préparatoire pour le Sommet Rio+20. Le Comité facilitateur de la société civile à Rio+20 est en train de préparer le schéma du Sommet des Peuples et l'organisation spatiale du territoire que l'événement occupera au Parc du Flamengo. L'objectif est que l'espace soit organisé en groupes de discussion autogérés, autour d'une Assemblée Permanente des Peuples et dans un espace prévu pour que les organisations et mouvements sociaux se présentent, pratiquent et dialoguent avec la société autour d'expériences et de projets concrets. Les actions du sommet seront toutes interdépendantes. L'idée est que l'Assemblée Permanente des Peuples, principal forum politique du Sommet, s'organise autour de trois axes et débattenne des causes structurales de l'actuelle crise de civilisation, sans se fragmenter en crises spécifiques – énergétique, financière, environnementale, alimentaire. Avec cette approche nous espérons susciter l'affirmation de nouveaux paradigmes alternatifs construits par les peuples et proposer l'agenda politique de l'après Rio+20. Les deux premiers jours du Sommet seront consacrés aux activités organisées par les mouvements sociaux locaux, qui luttent déjà en permanence contre les impacts des grands projets. Un espace sera ouvert aux organisations et mouvements de la société civile globale afin qu'ils puissent présenter leurs projets et expériences, montrant clairement comment il est possible de vivre autrement en société, de façon solidaire et durable, contrairement aux paradigmes dominants actuellement. Dans cette perspective, les entreprises seront

exclues du sommet des peuples, qui sera basé sur l'économie solidaire, l'agroécologie, les cultures numériques, et les actions des communautés traditionnelles. Cet espace de rencontre de la citoyenneté globale, qui aura aussi un volet culturel, sera ouvert jusqu'à la fin du sommet, le 23 juin. Le dimanche 17 juin, a été organisé une grande marche pour marquer l'événement. À partir du 18 juin, commenceront les discussions autogérées et l'Assemblée permanente des Peuples. Le 20 juin sera un jour de mobilisation internationale, des manifestations auront lieu qui enverront un message clair et incisif au Sommet Rio+20 officiel.

## **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

### **NOTATION ÉCOLOGIQUE DES PAYS D' AMÉRIQUE LATINE ET DE LA CARAÏBE**

Le Fonds Multilatéral d'Investissement (MIF), la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et « Bloomberg New Energy Finance » ont noté 26 pays sur leur capacité à favoriser la croissance de l'énergie à faible émission de carbone. L'Amérique latine et les Caraïbes compte d'extraordinaires ressources d'énergies renouvelables et une grande partie de la Région a connu une forte croissance économique ces dernières années. Pourtant, le secteur de l'énergie propre local, commence tout juste à gagner du terrain. L'année dernière, il a attirer moins de 5 % d'un montant estimé à 280 milliards de dollars investi dans le monde. Pour les entrepreneurs d'énergie propre, les développeurs et les fabricants, d'énormes opportunités semblent se dessiner à l'horizon, s'ils peuvent les identifier. De même, les gouvernements de la Région, ont le pouvoir de déclencher une vague de nouveaux investissements dans les énergies propres, s'ils peuvent élaborer des cadres stratégiques propices au développement de ce secteur. Pour identifier ces opportunités, le MIF (membre de la BID), en collaboration avec « Bloomberg New Energy Finance » a créé le Climatescope (Climascope), le premier rapport annuel, indice, et outil Web interactif axé sur le marché de l'énergie propre en Amérique latine et dans les Caraïbes qui a été publié le 19 juin au cours de la Conférence des Nations Unies pour le développement durable Rio+20. Le Climatescope utilise 30 indicateurs pour mesurer la capacité de chaque pays pour attirer des capitaux pour construire une économie plus verte. Chaque pays est noté de 0 à 5 (5 représentant le meilleur environnement d'investissement). Le pays classé premier est le Brésil, mais il n'a obtenu qu'une note de 2,6, ce qui indique de nombreuses possibilités pour améliorer les conditions et attirer davantage de capitaux pour des capacité d'énergétique renouvelables à faible intensité de carbone. « Le Climatescope est beaucoup plus qu'un rapport » a déclaré Nancy Lee, Directrice Générale du MIF « Il s'agit d'un outil interactif et dynamique avec des données riches et les profils de pays en profondeur qui permet aux utilisateurs de changer les pondérations de chaque paramètre en fonction de leurs besoins. Nous espérons que la combinaison unique d'information sur les finances, la politique, et les possibilités du marché de Climatescope aura des avantages réels pour faciliter les investissements verts en Amérique latine et dans les Caraïbes. » Michael Liebreich, Directeur Général de « Bloomberg New Energy Finance », a déclaré « au cours des trois dernières années les prix des équipements ont baissé au point où l'énergie propre non subventionnée est sur le point d'être compétitif face aux combustibles fossiles [...] toutefois, pour le moment, le secteur a encore besoin de mécanismes de soutien intelligents, et il a certainement besoin que de multiples barrières disparaissent, [...] Ce que le Climatescope fait, c'est de mesurer les progrès dans ces domaines à un niveau très précis, pays par pays. C'est la première fois, que quelqu'un a tenté de le faire, et nous pensons qu'il se révélera d'une valeur inestimable pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'efforcent d'attirer des fonds, pour accélérer leurs trajectoires de croissance verte.

Nous nous félicitons le MIF et la BID pour avoir soutenu cette initiative. » Les pays ont été classés en fonction de quatre paramètres : un environnement propice à l'investissement ; l'investissement dans l'énergie propre et le financement de projets à faible teneur en carbone ; des entreprises à faible teneur en carbone et une chaîne de valeur énergétique propre, et des activités de gestion des gaz à effet de serre.

## **AFRIQUE**

### **EGYPTE : LES RÉSULTATS DE LA PRÉSIDENTIELLE SE FONT ATTENDRE**

Prévue jeudi 21 juin, l'annonce des résultats définitifs de la présidentielle égyptienne a été repoussée sine die par la Commission électorale. Cette dernière estime avoir besoin d'un laps de temps supplémentaire afin d'examiner des recours déposés par le candidat des Frères musulmans, Mohammed Morsi, et son rival, le dernier Premier ministre de Hosni Moubarak, Ahmad Chafiq. L'ex-président Hosni Moubarak a quant à lui été mis sous assistance respiratoire. Plongée dans l'incertitude, l'Égypte vit « les 48 heures les plus critiques » de son histoire, affirme affirmait le journal gouvernemental al-Ahram. Alors que son ex-président dans le coma depuis mardi soir a été mis sous assistance respiratoire, la commission électorale a décidé mercredi 20 juin de reporter sine die l'annonce - prévue jeudi - des résultats définitifs du second tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé les 16 et 17 juin. La commission dirigée par le juge Farouk Sultan a indiqué dans un communiqué avoir besoin de « plus de temps avant l'annonce des résultats définitifs » afin d'examiner des recours déposés par le candidat des Frères musulmans Mohammed Morsi et son rival, le dernier Premier ministre de Hosni Moubarak, Ahmad Chafiq. Ils concernent des violations des règles encadrant la campagne et le comptage des votes. Mohammed Morsi a rapidement revendiqué sa victoire, affirmation immédiatement contestée par le camp Ahmad Chafiq. Mais un groupe de juges indépendants, dirigé par l'ex-président de l'Union des juges, Zakaria Abdel Aziz, qui supervisait les opérations de vote, a donné le candidat des Frères musulmans vainqueur de la présidentielle.

### **PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**



## **ÉTAT DES MARCHÉS**

### **ASIE**

A l'exception de Tokyo, les Bourses asiatiques reculent ce jeudi matin, déçues par le manque d'annonces spectaculaires de la part de la Fed et après des chiffres montrant la poursuite de la baisse de l'activité manufacturière en Chine... Seul le Nikkei se maintient dans le vert, en hausse de 0,8% peu avant la clôture, tandis que Hong Kong perd 1%, le Shanghai Composite lâche 1,6%, Taiwan perd 0,7% et Séoul recule de 1%. Sydney baisse aussi de 1%, Singapour perd 0,8% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) cède 0,4%. Certains investisseurs s'attendaient à ce que la banque centrale



américaine en fasse davantage pour soutenir l'économie avec un nouveau programme de rachat massif de T-Bonds ("QE3"). De plus, la Fed a réduit hier soir ses prévisions de croissance pour les États-Unis, ce qui a provoqué une rechute des cours des matières premières, à commencer par le pétrole, qui baisse ce matin de 0,6% à 80,32\$ pour le baril de brut américain WTI, et de 0,4% à 92,16\$ pour le baril de Brent de la Mer du Nord. Les cours du brut ont aussi souffert de l'annonce d'une hausse surprise des stocks de brut aux États-Unis...

## **ÉTATS UNIS**

La Bourse de New York a lourdement chuté jeudi, déprimée par des statistiques américaines décevantes et toujours plus inquiète pour l'économie mondiale, alors que le marché s'attendait à une action de Moody's contre des banques: le Dow Jones a cédé 1,96% et le Nasdaq 2,44%. Selon les chiffres définitifs à la clôture, le Dow Jones Industrial Average a perdu 250,82 points à 12.573,57 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 71,36 points à 2.859,09 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a reculé de 2,33% (-30,18 points) à 1.325,51 points. Les données économiques décevantes et le refus de la Fed d'entreprendre quoi que ce soit de cohérent (pour soutenir les marchés) poussent les investisseurs à essayer d'enregistrer les bénéfices réalisés au cours du mois de juin.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont clôturé dans le rouge jeudi, des indicateurs économiques médiocres en Chine, en Europe et aux États-Unis ayant pesé sur la tendance. A Paris, l'indice CAC-40 abandonne 0,39% à 3.114,22 points. Les autres grandes places européennes ont également fini en recul: Londres a cédé 0,99% et Francfort 0,77%, cependant que l'indice paneuropéen EuroFirst 300 a reculé de 0,53%.

## **CHANGE**

L'euro poursuivait sa baisse jeudi face au dollar, dans un marché sous pression et fuyant le risque, dans le sillage des autres marchés financiers, et dans un contexte d'inquiétudes persistantes pour la crise de la dette en zone euro. Vers 21H00 GMT, l'euro valait 1,2543 dollar contre 1,2702 dollar mercredi vers 21H00 GMT. L'euro baissait légèrement face au yen, à 100,68 yens, contre 100,97 yens mercredi soir, après être monté à 101,63 yens vers 11H45 GMT, son plus haut niveau depuis un mois. Le billet vert aussi progressait face à la devise nippone, à 80,26 yens contre 79,56 yens la veille, après être monté vers 15H05 GMT à 80,33 yens, son niveau le plus élevé depuis le 17 mai. Vers 23H00 GMT, la livre britannique progressait face à l'euro, à 80,44 pence pour un euro, mais baissait face au billet vert, à 1,5590 dollar. La devise helvétique restait stable face à l'euro, à 1,2008 franc suisse pour un euro, et baissait face au billet vert, à 0,9572 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,3649 yuans pour un dollar contre 6,9598 yuans la veille.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Le pétrole a terminé jeudi sous le seuil de 80 dollars à New York pour la première fois en huit mois, après avoir perdu près du tiers de sa valeur depuis son sommet de mars, dans un contexte d'inquiétude croissante pour la demande et d'une offre toujours plus abondante. Le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en août a plongé jeudi

de 3,25 dollars par rapport à la veille et a terminé à son plus bas depuis octobre, à 78,20 dollars. De même, à Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour même échéance, échangé sur l'Intercontinental Exchange (ICE), a fortement chuté de 3,46 dollars à 89,23 dollars, sous la barre des 90 dollars, à un niveau plus vu depuis décembre 2010. Alors qu'il y a encore quelques mois, les dirigeants des grandes puissances occidentales s'interrogeaient sur un éventuel recours à leurs réserves stratégiques pour contrer la flambée des cours (le WTI a franchi la barre des 110 dollars en mars), le plongeon actuel n'étonnait qu'à moitié les analystes.

## **PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA**



# **M**ANAGEMENT ET DROIT

## **COMMENT LES BANQUES NOTENT LES ENTREPRISES**

Au mois de mars commence la saison de la publication des comptes annuels et du renouvellement des notes bancaires des sociétés. Une bonne occasion pour se pencher sur le processus de notation qui reste souvent mystérieux pour les chefs d'entreprise. Excellentes ? Bonnes ? Assez bonnes ? Médiocres ? Ou franchement mauvaises ? Quelles notes votre société obtiendra-t-elle auprès de ses banques en 2012 ? Cette question est d'une actualité brûlante si, comme une écrasante majorité des entreprises, vous publiez vos comptes annuels en avril ou en mai. En effet, vos notes bancaires sont recalculées chaque année après la sortie de vos bilans.

### **Mieux une PME est notée, plus elle peut négocier de nouveaux crédits**

Votre notation bancaire revêt une importance capitale : mieux votre société sera notée, plus vous aurez la capacité d'obtenir de nouveaux crédits et des conditions bancaires intéressantes... Un dirigeant de PME a donc tout intérêt à savoir quelle démarche et quels critères les banques utilisent pour noter son entreprise.

### **Des ratios calculés à partir des documents comptables...**

La notation comporte d'abord un aspect quantitatif. Suite à la saisie informatique des comptes annuels de la société, le système calcule automatiquement une batterie de ratios (de fonds propres, d'endettement, de frais financiers, de rentabilité...). Ceci est bien connu des dirigeants de PME. Mais beaucoup d'entre eux s'imaginent que la démarche bancaire d'évaluation d'une entreprise s'arrête là. Ils se trompent lourdement : dans toutes les banques, le processus de notation se fonde aussi, pour une large part, sur des éléments qualitatifs.

### **Mais aussi une foule de critères qualitatifs**

La composante qualitative de la note résulte des réponses apportées par le chargé d'affaires qui suit l'entreprise à une quarantaine de questions regroupées en neuf



grandes thématiques. La connaissance de la gestion humaine, commerciale et financière de l'entreprise est essentielle pour y répondre .

### **Positionnement de l'entreprise sur son marché**

L'entreprise a-t-elle beaucoup de concurrents ? Détient-elle une position de leader ? A-t-elle accru sa part de marché au cours de la dernière année ?...

### **Typologie des produits ou services offerts**

L'entreprise commercialise-t-elle plusieurs produits ou services, ou est-elle monoproduit ? Dans le deuxième cas, cette situation est-elle compensée par le fait que le produit en question comporte une forte valeur ajoutée ?...

### **Portefeuille clients**

Ce portefeuille est-il diversifié ? Plutôt en croissance ? L'entreprise a-t-elle connu des incidents de paiement avec certains clients ? Et si oui, a-t-elle fait en sorte de réduire ses risques clients en recourant à des techniques ad hoc (du type assurance crédit ou affacturage)?...

### **Qualité des fournisseurs**

La société est-elle fortement dépendante d'un fournisseur ? Existe-t-il des postes d'achats sur lesquels l'entreprise est susceptible de subir des hausses de prix sans pouvoir négocier?...

### **Risques géographiques**

La société réalise-t-elle une part de son chiffre d'affaires, de sa production ou de ses approvisionnements sur une zone à risque? Est-elle soumise à des risques de change ? Et dans l'affirmative, prend-elle des mesures pour les couvrir ?...

### **Risque environnemental**

L'activité de l'entreprise est-elle d'ores et déjà soumise (ou va-t-elle être bientôt soumise) à de nouvelles réglementations qui peuvent pénaliser l'évolution de son chiffre d'affaires ? L'entreprise exerce-t-elle une activité polluante qui lui fait encourir des risques sanitaires élevés ?...

### **Aspect social**

La société pâtit-elle d'un important turn over de son personnel?...

### **Qualité du management ressentie par le chargé d'affaires**

Le chef d'entreprise a-t-il donné au chargé d'affaires suffisamment d'éléments pour que ce dernier puisse se faire une idée claire de l'activité et du fonctionnement de la société ? Le business de l'entreprise est-il fortement dépendant de son dirigeant ? Si oui, l'entreprise a-t-elle souscrit une assurance " homme clé " ?...

### **Actionnariat**

Si la société a besoin de fonds, lui sera-t-il facile d'obtenir un soutien financier de la part de ses actionnaires ? Si l'entreprise a des actionnaires personnes physiques, existe-t-il parmi eux des individus dont la cotation bancaire personnelle s'est dégradée par rapport à l'année précédente ?...

Comme on le voit, le spectre de l'analyse est très large. A l'issue du processus, l'entreprise se voit attribuer une note comprise entre 1 et 16. Mais contrairement aux lycéens, les entreprises qui obtiennent un 16 n'ont pas de quoi se réjouir : ce sont les plus mal notées. Pour être tout en haut du panier, il faut avoir 1 !

**PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM**





# T TABLEAU DE BORD

## LE SMIC:

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2012 à **9,22 €** soit **1398,37 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1654,37 € brut mensuel** dont 254€ de prime BINO.

## INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

## POPULATION

POPULATION:2010: 407 205 habitants

### OFFRE

PIB 2010 : 8,9

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

### DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

TOTAL : 11,4

### PRIX

AVRIL 2012 : 1,9% SUR UN AN (1,6 % SUR UN AN EN MARS )

## EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL :NC

## NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

## OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE :  
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

**22 BIS**

**INTERNET :** SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;  
**FACEBOOK** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**  
COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

## ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire**

